

Les opinions des jeunes adultes sur le rôle social de l'État ont-elles changé depuis la crise de 2008 ?

Have Young Adults' Opinions on the Social Role of the State Changed since the 2008 Economic Crisis?

Adrien Papuchon*

Résumé – La crise économique de 2008, qui a fortement affecté l'entrée des jeunes adultes dans la vie active, a pu modifier leurs opinions sur les politiques et les dépenses sociales. Les données du programme international d'enquêtes sociales (ISSP, 2006, 2016) permettent d'analyser et de comparer ces opinions et leur évolution dans 12 pays européens, ainsi qu'aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Nous examinons aussi les différences entre les opinions des jeunes adultes et celles des autres adultes et leur évolution. Pour tenir compte des différences de contextes nationaux, nous nous appuyons sur la typologie standard des régimes d'État-providence. Le soutien des jeunes adultes à l'intervention publique en matière sociale a progressé entre 2006 et 2016, sauf dans les pays scandinaves. Les divergences d'opinion avec leurs aînés se sont accrues dans les pays libéraux et se sont réduites dans les pays conservateurs, tandis que le souhait d'une protection sociale accrue reste élevé dans les pays où la protection sociale était la moins développée.

Abstract – *The 2008 economic crisis, which has had a significant impact on young adults' entry into the labour market, may have changed their opinions on social policies and expenditure. Data from the International Social Survey Programme (ISSP, 2006, 2016) allow analysis and comparison of these opinions and their evolution in 12 European countries, as well as in the United States and New Zealand. We also examine the differences between the opinions of young adults and other adults and their evolution over time. In order to take into account differences in national contexts, we use the standard typology of welfare state regimes. Young adults' support for public intervention in social issues increased between 2006 and 2016, except in the Scandinavian countries. Differences of opinion with their elders have increased in liberal countries and decreased in conservative countries, while the desire for increased social welfare remains high in countries where social welfare was least developed.*

Codes JEL / JEL Classification : C11, H51, H53, H55, I38

Mots-clés : régimes de protection sociale, jeunes adultes, comparaison internationale, opinion, politiques sociales, rôle de l'État, dépenses sociales, crise économique

Keywords: *welfare state, young adults, international comparison, public opinion, social policy, social expenditure, economic crisis*

* DREES (Adrien.PAPUCHON@sante.gouv.fr)

L'auteur remercie Laura Castell, Emmanuelle Nauze-Fichet et Lucie Gonzalez pour les nombreux échanges sur les premières versions de cette étude, les rapporteurs dont les remarques et suggestions ont largement contribué à la mise au point de cet article.

Reçu le 25 janvier 2019, accepté après révisions le 13 mars 2020.

Citation : Papuchon, A. (2020). Have Young Adults' Opinions on the Social Role of the State Changed since the 2008 Economic Crisis? *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 514-515-516, 175–198. <https://doi.org/10.24187/ecostat.2020.514t.2013>

La « jeunesse » constitue une phase du cycle de vie caractérisée par un processus d'autonomisation vis-à-vis des parents, qui s'appuie en premier lieu sur l'acquisition progressive d'une indépendance financière pour laquelle l'accès à l'emploi est crucial. La crise économique enclenchée en 2008 a pu fortement affecter cette transition. D'une part, nouveaux entrants – et derniers entrés – sur le marché du travail, les jeunes ont subi, dans de nombreux pays, une dégradation de leur situation marquée par une forte hausse de leur taux de chômage. D'autre part, ils ont pu voir le support dont ils bénéficiaient au cours de cette transition (pour financer des études, passer le permis de conduire, louer ou acquérir un logement, etc.) s'amincir, qu'il s'agisse des transferts publics soumis à des réductions ou des aides reçues de leurs familles, elles-mêmes potentiellement affectées par la crise. Comment cette expérience de la crise a-t-elle affecté leurs opinions sur le rôle de l'État ? C'est la question à laquelle nous proposons d'apporter quelques réponses dans cet article.

Plus précisément, nous nous intéressons à l'évolution des opinions de jeunes adultes de plusieurs pays sur les domaines dans lesquels l'État doit intervenir et sur l'évolution souhaitable des dépenses sociales. Nous nous intéressons aussi aux différences entre les opinions des jeunes adultes et celles des autres adultes et à leur évolution : les divergences d'opinion sur le rôle de l'État selon l'âge se sont-elles creusées dans les années qui ont suivi la crise ?

Pour cela, les données issues du programme international d'enquêtes sociales (ISSP), dont les vagues de 2006 et 2016 ont été consacrées au rôle de l'État, apportent un éclairage appréciable. Elles permettent d'analyser l'opinion des jeunes adultes – une question sur laquelle les travaux restent peu fréquents (Chevalier, 2018b ; Garritzmann *et al.*, 2018) – et leur évolution au cours de cette période traversée par la crise. Les données que nous mobilisons ici couvrent 14 pays : la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Finlande, la Suède, la Norvège, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Lettonie.

Comparer plusieurs pays impose de tenir compte de la diversité des contextes nationaux. Il y a d'une part celui de la situation des jeunes sur les marchés du travail. Dans quasiment tous les pays étudiés, le taux de chômage des 20-29 ans a ainsi nettement augmenté dans les années qui ont suivi

2008, avec à un extrême l'Allemagne, qui fait figure d'exception avec un taux de chômage qui a poursuivi sa tendance à la baisse, et à l'autre extrême l'Espagne où sa hausse a été d'une ampleur exceptionnelle atteignant jusqu'à 40 % en 2013 (figure I). En 2016, le taux de chômage des 20-29 ans restait dans la plupart des cas supérieur à son niveau de 2008 ou à peine inférieur. Cette dégradation de l'entrée sur le marché du travail ne tient en outre pas compte des jeunes qui auraient reporté leur entrée dans la vie active du fait de la conjoncture. Ces évolutions rappellent celles mises en évidence par Chauvel (1998), pour la France de la fin des années 1990, et dans d'autres travaux sur les précédentes récessions (Oreopoulos *et al.*, 2012). Les dernières données disponibles montrent également que le salaire moyen des 15-29 ans restait inférieur en 2013 à son niveau de 2008 dans cinq pays (Hongrie, République tchèque, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis), ce qui relativise les conclusions rassurantes qui pourraient être tirées des faibles taux de chômage dans des pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis¹. Ces évolutions sont d'autant plus inquiétantes que la dégradation des conditions d'entrée sur le marché du travail pèse sur les trajectoires ultérieures : en 2012, le taux d'emploi de la cohorte entrée sur le marché du travail en 2008 restait inférieur à celui de la cohorte entrée avant la crise (OCDE, 2016, pp. 106–107).

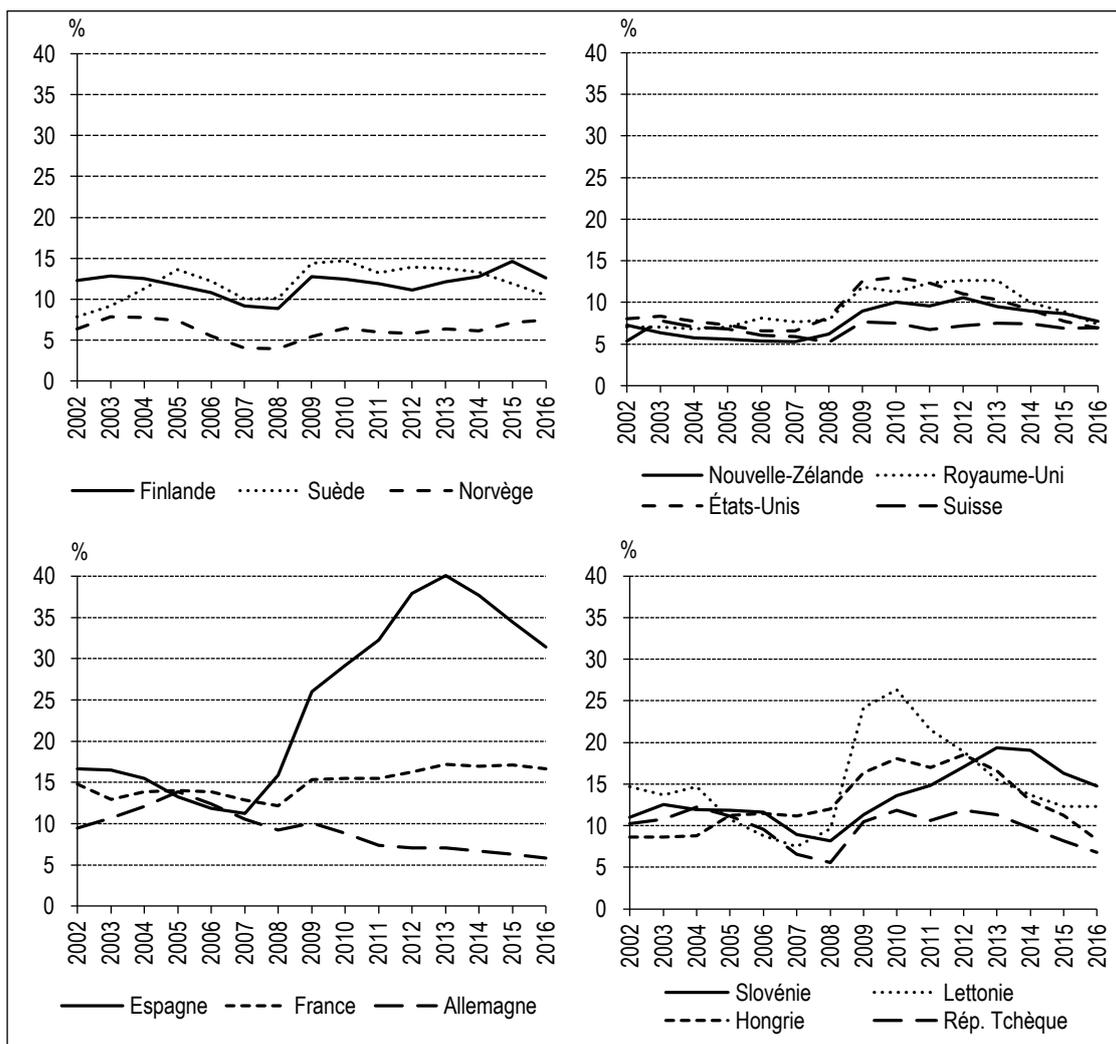
D'autre part, la diversité des contextes nationaux concerne aussi, et en particulier, celle des régimes de protection sociale. Pour en tenir compte, nous distinguerons les pays étudiés sur la base de la typologie, devenue standard, des régimes d'État-providence définis par Esping-Andersen (1990). La typologie initiale distingue trois régimes caractérisés par un degré de « démarchandisation »², une articulation différente des rôles de l'État, du marché et de la famille dans l'allocation des ressources sociales et, du point de vue institutionnel, des définitions spécifiques du droit à la solidarité collective (Arts & Gelissen, 2001)³. Le régime « social-démocrate » (caractéristique des pays scandinaves) est dit « universaliste » dans la mesure où les droits qu'il garantit doivent bénéficier à l'ensemble des citoyens. Le modèle « libéral » (États-Unis, Royaume-Uni, etc.) repose notamment sur un filet

1. Données OCDE. Informations indisponibles pour la Slovaquie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

2. Degré auquel les individus ou les familles peuvent maintenir un niveau de vie socialement acceptable en dehors d'une participation au marché.

3. Par la suite, des dimensions supplémentaires ont été prises en compte comme le degré de « défamilialisation » (McLaughlin & Glendinning, 1996) et de nombreux débats ont vu le jour concernant la portée des évolutions connues par ces différents systèmes (Pierson, 2002).

Figure 1 – Taux de chômage des 20-29 ans



Source et champ : OCDE ; 20-29 ans résidant dans les pays mentionnés ; calculs de l'auteur.

de sécurité minimal – c'est pourquoi ce modèle est également appelé « résiduel »⁴ – destiné aux membres de la société jugés incapables de subvenir à leurs besoins fondamentaux par leur participation au marché. Enfin, un troisième modèle dit « conservateur » ou « bismarckien », auquel la France, l'Allemagne, la Belgique ou l'Autriche sont généralement rattachées, repose davantage sur le maintien du revenu par un système d'assurance sociale obligatoire. Des travaux ultérieurs (par exemple Ferrera, 1996 ; Katrougalos, 1996) ont introduit un modèle supplémentaire caractéristique des pays du sud de l'Europe, dit « méditerranéen » ou « familialiste », dans lesquels – entre autres – les transferts familiaux jouent un rôle plus déterminant.

La suite de l'article s'organise ainsi : dans la première section, nous discutons de la façon dont la crise a pu affecter la vision des jeunes

adultes sur le rôle de l'État et les politiques sociales, et nous posons nos principales hypothèses. La deuxième section, après un point sur les données mobilisées, présente des premiers résultats descriptifs. La troisième section propose une analyse statistique visant notamment à dégager les effets d'âge, de pays et de période. Enfin la dernière section distingue les évolutions observées selon le régime de protection sociale.

4. Associés au modèle libéral par Esping-Andersen en raison du rôle limité des politiques sociales et de la prégnance des dispositifs sous condition de ressources, certains travaux ont souligné les spécificités des systèmes australiens et néo-zélandais (seuils moins restrictifs, inégalités avant transferts plus modérées). Néanmoins, la plupart des articles répertoriés par Arts & Gelissen (2002) classent la Nouvelle-Zélande parmi les régimes libéraux.

1. L'impact potentiel de la crise de 2008 sur l'opinion des jeunes adultes sur les politiques sociales et le rôle de l'État

S'il est vraisemblable que l'expérience de la crise ait eu un impact sur l'appréciation que les jeunes portent sur l'intervention publique et les politiques de protection sociale, il est toutefois difficile d'en anticiper la tendance – surtout à l'échelle internationale – en raison du nombre et de l'instabilité des facteurs en jeu.

En général, les opinions et les attitudes à l'égard du système de protection sociale peuvent être guidées par le fait que les individus s'en perçoivent comme plus ou moins bénéficiaires ou contributeurs (Svallfors, 1997). Les groupes pour lesquels le risque de chômage est le plus grand – comme les jeunes – soutiendraient alors plus largement son indemnisation publique, puisqu'ils connaissent davantage de risques d'en devenir bénéficiaires et que cette protection consolide leur situation sociale actuelle relativement plus que celle des catégories les moins exposées. Une dégradation de la situation des jeunes sur le marché du travail, le renchérissement des études ou une compression notable des ressources familiales pourraient conduire un plus grand nombre d'entre eux à prendre position en faveur d'une intervention publique étendue.

L'opinion d'une personne peut également être affectée par le fait que beaucoup de monde ou de plus en plus de monde soit concerné par un risque. C'est alors l'appréciation des phénomènes sociaux sur lesquelles portent les politiques publiques qui évolue. Par exemple, plus le risque de chômage est élevé, moins les chômeurs seraient vus comme individuellement responsables de leur situation et plus la couverture collective du risque de chômage apparaîtrait légitime aux yeux de la population (Blekesaune, 2007 ; Blekesaune & Quadagno, 2003 ; Pfeifer, 2009).

Enfin, les individus ne tiennent pas uniquement compte de leur situation actuelle, mais aussi de l'évolution probable de leurs besoins et de leurs droits à la protection sociale au cours de leur vie : les jeunes pourraient, par exemple, avoir une attitude proche de celle des plus âgés concernant les retraites ou les dépenses de santé s'ils estiment que ces dispositifs finiront par leur bénéficier, ou au contraire avoir des avis opposés s'ils jugent plutôt que ces droits disparaîtront au cours des prochaines décennies. Par exemple, la crise de 2008 a vraisemblablement ébranlé la confiance

dans la pérennité du système de protection sociale en France (Grislain-Letrémy & Papuchon, 2017), provoquant une baisse importante mais momentanée du soutien à l'universalité de la couverture sociale (Papuchon, 2018b).

Par ailleurs, les opinions peuvent également être conditionnées par le contexte national en matière de protection sociale. Le régime social-démocrate serait associé à une plus grande aversion aux inégalités de revenus et favoriserait une vision extensive du rôle de l'État. Au contraire, la justification méritocratique des inégalités serait plus répandue dans les régimes libéraux que dans les autres contextes nationaux, tout comme la conception d'une protection sociale publique ne devant intervenir qu'en dernier ressort. Le régime bismarckien, qui promeut un principe dit « d'équité » en légitimant le lien entre prestation et contribution, conduirait à une vision assez large du rôle de l'État, mais à une plus grande légitimité des inégalités économiques que dans les pays scandinaves (Arts & Gelissen, 2001 ; Svallfors, 1997).

Toutefois, les écarts d'opinions entre pays se sont souvent montrés moins « mécaniques » et finalement difficiles à expliquer par le type de régime de protection sociale (Blekesaune, 2007 ; Blekesaune & Quadagno, 2003 ; Jaeger, 2006). Un consensus semble se dessiner sur la nécessité de tenir compte, en plus du type de régime de protection sociale et des caractéristiques individuelles, du niveau des dépenses sociales (Jakobsen, 2011), de l'hétérogénéité interne des régimes et des risques couverts (Pfeifer, 2009 ; Shaw, 2009) et de l'évolution du contexte économique et social.

En articulant le financement et la distribution des prestations autour de définitions particulières des objectifs du système de protection sociale et de ses bénéficiaires, les politiques de protection sociale ne font pas que contribuer à la diffusion de définitions spécifiques du droit à la solidarité collective dans la population. Les politiques sociales contribuent aussi fortement à la manière dont se déroule la transition vers l'âge adulte, à la façon dont les jeunes et leur entourage la vivent et à la place respective des dispositifs publics, de la famille ou du marché dans ce processus (Gaviria, 2005 ; Van de Velde, 2008 ; Thévenon, 2015 ; Chevalier, 2018a). Ces phénomènes devraient, dans une certaine mesure, se traduire dans les conceptions des jeunes adultes des politiques de protection sociale et du rôle de l'État, d'autant que l'intensité de la crise et l'impact engendré sur les modèles d'accès à l'âge adulte varient

suivant les pays (Papuchon, 2014 ; Van de Velde, 2015). Concrètement, dans cette perspective, les forts liens entre régimes de protection sociale et modèles de transition vers l'âge adulte devraient conduire à ce que les conceptions des jeunes se révèlent proches de celles de leurs parents, aux effets de leurs caractéristiques individuelles près.

La question des rapports entre classes d'âge ou entre générations est devenue emblématique des discussions concernant l'opportunité et la pérennité des dispositifs de protection sociale, en s'incarnant dans l'opposition entre jeunes actifs et retraités. La condition salariale tend à varier d'une cohorte à l'autre, en raison de la transformation de la structure des emplois, du degré de continuité des carrières, de l'évolution des salaires et du niveau de précarité et, puisque la situation économique à l'entrée dans la vie adulte marque l'ensemble de la trajectoire des individus (*scaring effect*), sa détérioration se traduit par des inégalités entre générations : dans tous les pays, à âge donné, les cohortes entrées sur le marché du travail avant 1975 ont des revenus supérieurs à la moyenne, surtout dans les régimes dits « conservateurs » et « méditerranéens » (Chauvel & Schröder, 2014). On peut donc s'attendre à ce que les opinions des jeunes adultes sur le système de protection sociale diffèrent davantage de celles de leurs aînés dans ces deux types de contextes nationaux, ainsi qu'en Europe centrale et orientale, où le tournant vers l'économie de marché s'est opéré par le biais d'une « politique générationnelle » consistant notamment à limiter les coûts politiques de la dérégulation par la mise en place de transferts ou le maintien de certaines protections pour les plus âgés des actifs (Vanhuysse 2006 ; Cerami & Vanhuysse, 2009).

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où la crise de 2008 a touché les jeunes adultes plus fortement que les retraités, elle devrait avoir provoqué des changements plus importants dans les opinions des jeunes que dans celles de leurs aînés. Un faisceau d'études portant sur la période antérieure concluent cependant à l'existence d'un phénomène « d'évolution parallèle » des mouvements d'opinion dans divers groupes de population (Page & Shapiro, 1992), et une tendance commune à l'ensemble des groupes sociaux semble se dégager entre 1990 et 2008 dans 23 pays européens : au tournant du siècle, « tout se passe comme si les Européens interrogés exprimaient une défiance grandissante à l'égard de l'économie de marché comme mode d'allocation optimale des richesses » (Gonthier, 2015). Une autre étude récente sur la France

conclue également à une évolution parallèle des conceptions du système de protection sociale au cours de la période 2010-2014 (Grislain-Letrémy & Papuchon, 2017).

Nous retenons de cette rapide revue de littérature quatre grandes hypothèses :

- [H1] sur l'effet du régime de protection sociale : le rôle perçu de l'État est le plus étendu dans le régime social-démocrate (pays scandinaves) et plus restreint dans les pays libéraux, les pays conservateurs et familialistes se situant en position intermédiaire.

- [H2] sur l'effet des caractéristiques individuelles : l'adhésion aux dépenses de protection sociale dépend des coûts et des bénéfices immédiats des politiques concernées pour les individus.

- [H3] sur l'effet de la crise : la crise provoque une hausse de l'adhésion à l'intervention publique entre 2016 et 2006, et cette hausse est plus marquée chez les jeunes adultes que chez leurs aînés.

- [H4] sur les trajectoires d'évolution des opinions (publics parallèles) : l'opinion des jeunes adultes et celle des personnes de 65 ans ou plus évoluent selon une trajectoire parallèle.

2. Données, indicateurs et premier panorama statistique

2.1. Les données et indicateurs

Les données mobilisées sont issues du programme international d'enquêtes sociales (ISSP), qui constitue, avec les enquêtes « Valeurs » (*European Values Survey, World Values Survey*) et les *Eurobaromètres*, une des trois grandes traditions d'enquête de comparaison internationale sur les représentations et les attitudes (Bréchon, 2002). Ces enquêtes recueillent des données comparatives sur les attitudes et les opinions dans les pays industrialisés depuis le milieu des années 1980, une vague d'enquête thématique ayant lieu chaque année, avec une nouvelle itération tous les 10 ans.

Les échantillons nationaux (1 000 individus minimum) sont construits via une procédure aléatoire⁵ (Faaß *et al.* 2008 ; ISSP, 2018). Ils sont représentatifs de la population qui réside dans des logements ordinaires, sauf en Norvège et en Nouvelle-Zélande, où leur champ inclut les

5. Des variables de stratification ont été utilisées, sauf en France, en Norvège et en Suède (ainsi qu'en Nouvelle-Zélande en 2006).

personnes qui vivent en institution. Le contexte de passation peut varier davantage d'un pays à l'autre, même si l'auto-administration par écrit est la plus fréquente⁶. Cette diversité peut affecter la qualité des comparaisons entre pays, mais apparaît moins problématique lorsque l'analyse porte sur les dynamiques observables au sein de chaque contexte national.

Nous nous basons ici essentiellement sur les données recueillies au cours des deux dernières itérations du module « Rôle du gouvernement » en 2006 et en 2016⁷. Les 14 pays retenus⁸ sont les pays européens et nord-américains pour lesquels on dispose de données et d'éléments de littérature concernant les régimes de protection sociale et la stratification sociale, ainsi que la Nouvelle-Zélande. Les vagues 2005 et 2015 de l'ISSP (« Sens du travail ») seront ponctuellement mobilisées pour éclairer certains résultats. Afin de disposer de limites claires et adaptées

à la comparaison de contextes nationaux variés comme aux tailles d'échantillon, les jeunes adultes sont considérés comme les enquêtés âgés de moins de 31 ans, la distinction entre les plus jeunes et les plus âgés de cette tranche d'âge – dont les profils sociaux diffèrent entre eux et d'un pays à l'autre – devant être renvoyée à des travaux ultérieurs.

6. En République tchèque, en Allemagne (en 2006 : auto-administration avec présence de l'enquêteur), en Hongrie, en Lettonie, en Espagne, en Suisse et aux États-Unis, le questionnaire est administré en face-à-face. À l'exception de l'Allemagne, le mode d'administration du questionnaire est similaire en 2006 et 2016.

7. Références des bases de données utilisées : ISSP Research Group (2018), *Role of Government V - ISSP 2016*. <https://doi.org/10.4232/1.12994> ; ISSP Research Group (2008), *Role of Government IV - ISSP 2006*. <https://doi.org/10.4232/1.4700> ; ISSP Research Group (2017), *Work Orientations IV - ISSP 2015*. <https://doi.org/10.4232/1.12848> ; ISSP Research Group (2013), *Work Orientation III - ISSP 2005*. <https://doi.org/10.4232/1.11648>.

8. Voir annexe 1 pour les effectifs par pays. L'Italie n'a pas pu être incluse dans l'analyse, n'ayant pas participé à la vague 2006 de l'ISSP. Le Danemark est écarté en raison du codage de la variable « âge ».

ENCADRÉ – Questions sur le rôle de l'État et l'évolution souhaitée des dépenses de protection sociale et construction des scores

La question sur les dépenses sociales est formulée comme suit :

« Pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si vous souhaiteriez que le gouvernement dépense plus ou moins ? N'oubliez pas que dépenser « beaucoup plus » peut entraîner une augmentation des impôts, taxes ou cotisation sociales. ».

Quatre grands secteurs de dépense sont retenus dans l'analyse :

- la santé ;
- l'éducation ;
- les retraites ;
- les allocations chômage.

Les réponses proposées constituent une échelle en cinq modalités : Dépenser beaucoup plus / Dépenser plus / Maintenir les dépenses actuelles / Dépenser moins / Dépenser beaucoup moins.

La question sur le rôle de l'État est posée ainsi :

« Globalement, dans quelle mesure le gouvernement devrait-il assurer, ou non, les responsabilités suivantes ? ».

Les domaines d'intervention analysés ici sont au nombre de six :

- garantir un emploi à toutes les personnes qui souhaitent travailler ;
- assurer les soins de santé ;
- donner un niveau de vie décent aux personnes âgées ;
- donner un niveau de vie décent aux chômeurs ;

- réduire les écarts de revenu entre les riches et les pauvres ;
- donner une aide financière aux étudiants de familles défavorisées.

Quatre réponses étaient proposées : Le gouvernement devrait absolument en être responsable / Le gouvernement devrait en être responsable / Le gouvernement ne devrait pas en être responsable / Le gouvernement ne devrait absolument pas en être responsable.

Construction des deux scores :

Pour les souhaits sur l'évolution des dépenses (score de dépense sociale), chaque réponse « il faut beaucoup augmenter » les dépenses compte 2 points, chaque réponse « augmenter les dépenses » compte 1 point ; 2 points sont retirés pour les réponses « réduire fortement les dépenses » et 1 point pour « dépenser moins » ; les réponses « maintenir les dépenses actuelles » valent 0.

Pour les interventions de l'État (score de rôle de l'État), le principe est le même : 2 points pour les réponses « le gouvernement devrait en être absolument responsable », 1 point pour « le gouvernement devrait en être responsable » ; 2 points sont retirés pour les réponses « le gouvernement ne devrait absolument pas en être responsable », et 1 point pour chaque réponse « le gouvernement ne devrait pas en être responsable ».

Un score négatif indique donc un souhait de restreindre les dépenses sociales ou une vision peu interventionniste de l'État.

La distribution des scores pour l'ensemble des adultes en 2006 et en 2016 est représentée dans l'annexe 2.

L'ISSP ouvre donc non seulement la possibilité de comparer l'opinion des jeunes et les écarts entre les jeunes adultes et leurs aînés dans de nombreux pays, mais permet aussi de saisir la façon dont leurs opinions ont évolué dans la décennie qui a suivi le déclenchement de la crise de 2008. La question de l'impact de la position sociale des jeunes au sein de leur cohorte, quoiqu'importante dans le cadre du problème posé (Irwin, 1996 ; Reeskens & Wim van Oorschot, 2012 ; Papuchon, 2018a), devra être renvoyée à des développements ultérieurs, en raison de la taille limitée des échantillons disponibles dans chaque pays (voir annexe 1).

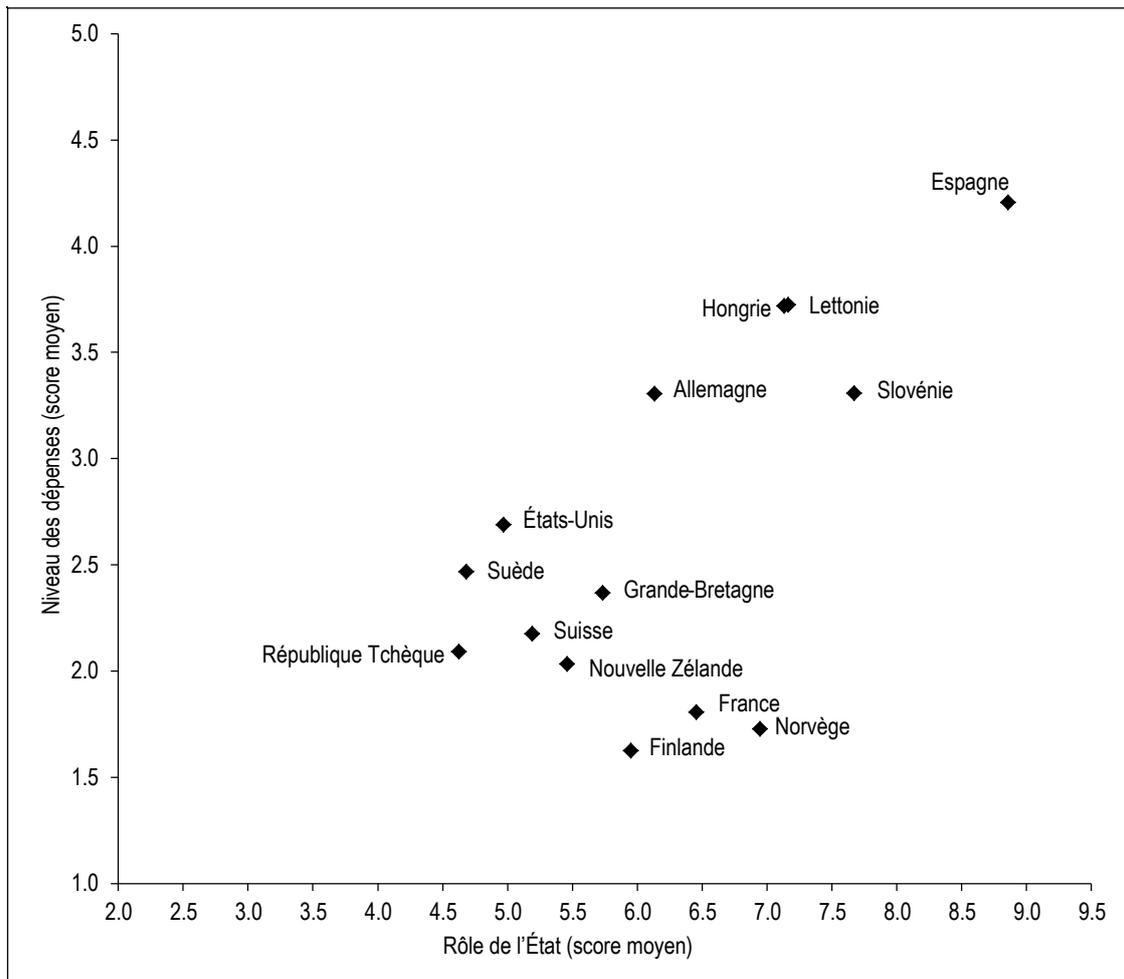
Nous mobilisons principalement deux séries de questions : la première porte sur l'évolution souhaitée du niveau des dépenses de l'État et la seconde sur l'étendue du rôle qu'il doit jouer en matière de protection sociale et de redistribution. Les réponses permettent de calculer deux scores de soutien à l'intervention de l'État : l'un sur les

« dépenses sociales », dont la valeur dépend du souhait d'une hausse des dépenses de santé, d'éducation, de retraites et d'indemnisation du chômage, l'autre sur le « rôle de l'État », dont la valeur dépend de l'opinion sur le rôle que devrait assumer l'État dans divers domaines d'intervention (voir encadré). Ces scores sont ensuite utilisés pour définir un espace des opinions à l'égard de l'intervention publique, dans lequel situer les opinions moyennes des jeunes adultes ou des « seniors » (65 ans et plus) en 2016, et pour analyser les évolutions entre 2006 et 2016 dans les différents pays considérés.

2.2. Les jeunes adultes et l'intervention publique : première approche descriptive

Dans l'espace des opinions en 2016 (figure II), les pays où les jeunes adultes ont la vision la plus restrictive du rôle de l'État sont la République tchèque, la Suède et les pays libéraux (États-Unis, Grande-Bretagne,

Figure II – L'appréciation du rôle de l'État et des dépenses sociales par les jeunes en 2016



Source et champ : ISSP 2016 ; 18-30 ans.

Nouvelle-Zélande, Suisse). Au pôle opposé, on trouve l'Espagne, puis les pays d'Europe centrale et orientale (hors République tchèque). Dans l'ensemble des pays considérés, les réponses penchent en faveur d'une augmentation des dépenses sociales, avec une demande nettement plus forte en Espagne et dans les pays d'Europe centrale et orientale. L'Allemagne, la France, la Finlande et la Norvège se situent en position intermédiaire sur le rôle du gouvernement ; c'est néanmoins dans ces trois derniers pays que le souhait d'une hausse des dépenses sociales est le moins prononcé (la France et la Finlande sont les premier et troisième pays de l'UE-15 du point de vue de la part de PIB consacrée à financer les prestations sociales) tandis que l'Allemagne se positionne plutôt parmi les pays où la demande de plus de dépenses sociales est la plus forte.

Comme escompté (H1), les responsabilités de l'État sont perçues de façon plus restreinte dans les pays libéraux et intermédiaires dans les pays conservateurs. En revanche, la position de l'Espagne et des pays scandinaves est assez inattendue. C'est tout particulièrement le cas en Espagne, où le score de rôle de l'État est très élevé et en Suède, où celui-ci est plutôt faible, tout comme le soutien à l'augmentation des dépenses sociales.

La crise de 2008 s'est-elle traduite par une évolution des opinions sur l'intervention publique qui serait spécifique aux jeunes adultes ? Une première série d'éléments de réponse peut être apportée en comparant les scores des 18-30 ans en 2006 et en 2016 dans chaque contexte national et en confrontant cette évolution aux dynamiques qui affectent les opinions de leurs aînés âgés d'au moins 65 ans (figure III).

Entre 2006 et 2016, l'opinion des jeunes évolue pratiquement partout en faveur d'un élargissement de l'intervention de l'État et d'une hausse des dépenses sociales. Cette tendance est très prononcée en France pour les deux scores et dans les pays libéraux pour l'intervention de l'État. Cette progression ne s'inscrit pas dans le cadre d'une tendance antérieure à la crise : la précédente vague du module « Rôle du gouvernement » (ISSP 1996) montre que, sauf dans le cas de l'Allemagne, de l'Espagne (augmentation des dépenses) ou de la Suède (restriction du rôle du gouvernement), il n'y pas de continuité des tendances observées entre 1996 et 2016 (voir annexe 3). Les exceptions à la tendance générale proviennent des pays scandinaves : en Finlande et en Norvège, le souhait d'une augmentation des dépenses sociales recule, tandis qu'en Suède,

c'est la conception de l'intervention de l'État qui est devenue plus restreinte entre 2006 et 2016.

Parmi les personnes de 65 ans ou plus, les évolutions sont plus contrastées entre les pays et ont conduit dans la plupart des cas à un rapprochement entre les opinions des jeunes adultes et celles de leurs aînés. Cette fois, c'est dans les pays libéraux que se dessine une situation spécifique, avec des opinions des deux classes d'âge sur le rôle du gouvernement qui se sont nettement éloignées entre 2006 et 2016.

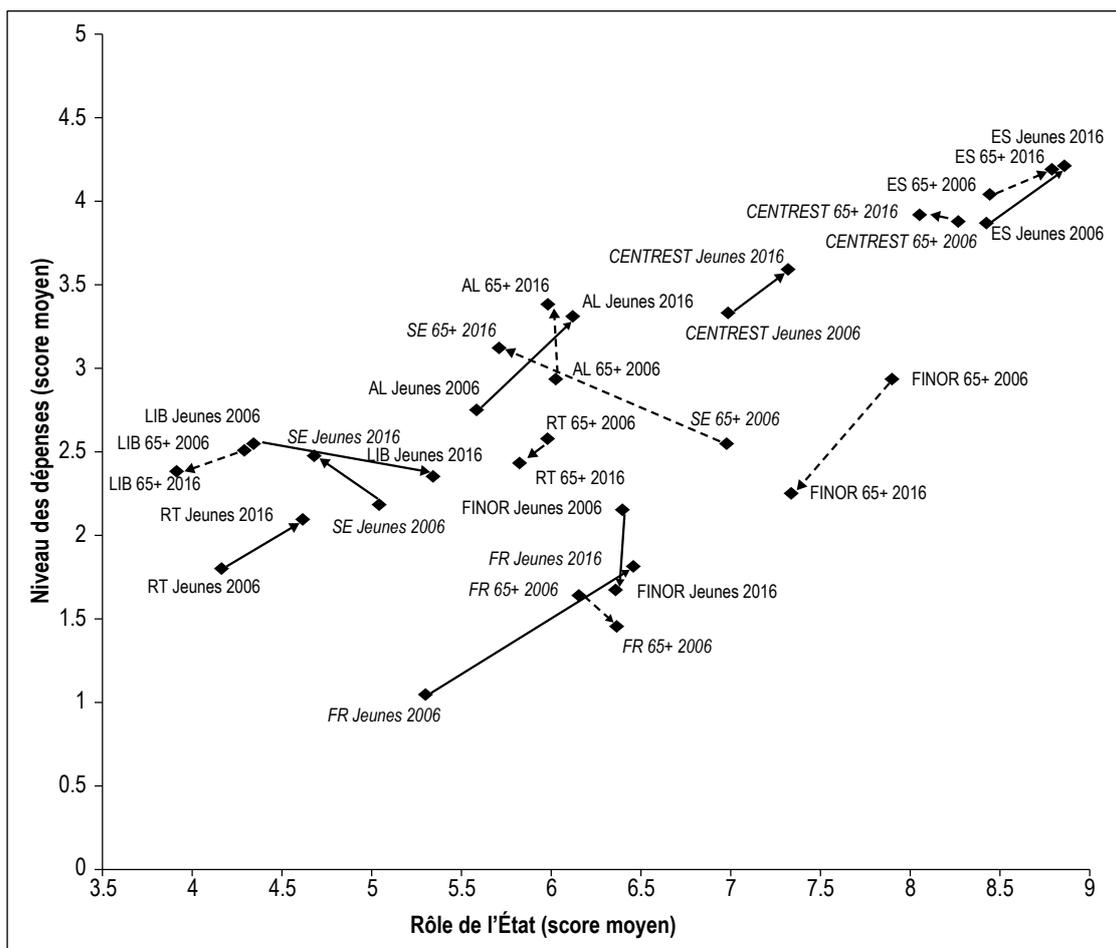
Ainsi, conformément à l'effet escompté de la crise (H3), on constate un mouvement d'adhésion accrue des jeunes à l'intervention de l'État, sauf dans les pays scandinaves. En revanche, du fait des évolutions très disparates d'un pays à l'autre pour les seniors, l'hypothèse d'évolution parallèle des opinions (H4), n'est globalement pas vérifiée (elle n'est observée que pour la Suède).

Les résultats observés pour les pays scandinaves font écho à la littérature qui souligne la progression des conceptions libérales dans ces pays au cours des années 1980 et 1990 (Chenu & Herpin, 2006). En outre, les nouvelles générations sont désormais socialisées dans un contexte social et politique bien différent de celui connu par les générations nées après-guerre. Beaucoup de jeunes de 25 ans interrogés en 2016 sont nés de parents ayant eux-mêmes été jeunes adultes au cours des années 1990 : ils représentent donc la première génération d'après-crise du « régime social-démocrate ». Finalement, si ces jeunes scandinaves se distinguent aujourd'hui des autres jeunes sur le plan de leur conception du rôle de l'État, c'est surtout du point de vue du déclin de leur adhésion à l'intervention publique⁹.

L'incompatibilité avec l'hypothèse des publics parallèles, pourtant validée par des travaux antérieurs, peut s'expliquer par la différence des variables utilisées dans chaque étude et par l'interprétation trop générale donnée aux résultats précédents. Il est également possible que le reflux du choc causé par l'éclatement de la crise financière sur les attitudes à l'égard du système de protection sociale (Grislain-Létrémy & Papuchon, 2017) laisse émerger l'effet spécifique de la dégradation des conditions d'entrée dans la vie adulte et de l'inquiétude pour la suite de leur trajectoire sociale.

9. Cependant, on observe en Suède une adhésion croissante à l'augmentation des dépenses, qui marque peut-être un premier signe de rupture avec la poussée du libéralisme constatée au sein des pays scandinaves.

Figure III – L'évolution des scores d'appréciation du rôle de l'État et des dépenses sociales



Note : LIB : États-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Suisse. CENTREST : Hongrie, Lettonie, Slovaquie. FINOR : Finlande et Norvège. AL : Allemagne ; ES : Espagne ; FR : France ; SE : Suède ; RT : République tchèque. Source et champ : ISSP 2006, 2016 ; 18-30 ans et 65 ans et plus.

Enfin, les résultats exposés indiquent que les lectures qui postulent un conflit intergénérationnel reposent sur une vision trop schématique des rapports entre générations et de leurs « intérêts » respectifs, la notion même d'intérêt de génération étant sujette à caution¹⁰. Les opinions respectives des deux classes d'âge étudiées ne correspondent pas à l'orientation supposément plus ou moins favorable à certaines classes d'âge des différents systèmes de protection sociale, les systèmes scandinaves étant souvent présentés comme relativement plus favorables aux jeunes et les systèmes conservateurs ou de l'ex-Europe de l'Est comme plutôt plus protecteurs pour les retraités que pour les jeunes actifs.

3. Effets d'âge, de pays et de période

Être un jeune adulte a-t-il un effet statistiquement robuste sur la perception du rôle de l'État et de

ses dépenses en matière de politique sociale ? Cet effet est-il plus prononcé en 2016 qu'en 2006 ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur un test d'effets d'interaction intégrés à des modèles de régression linéaire estimés par les moindres carrés ordinaires plutôt que des modèles multiniveaux. Les limites de ces derniers pour les comparaisons internationales sont en effet de plus en plus souvent soulignées dans la littérature récente (faible nombre de pays disponibles, caractère non aléatoire de leur sélection)¹¹. Plus précisément, on s'appuie

10. Sur la construction de la question des rapports intergénérationnels comme un « problème intergénérationnel », voir par exemple les travaux de Hummel & Hugentobler (2007).

11. Dans les cas où le nombre d'unités de niveau 2 est faible (inférieur à 25, 30 voire 50), les estimations réalisées par les modèles multiniveaux classiques sont peu fiables, notamment à propos des paramètres aléatoires (Browne & Draper, 2006 ; Bryan & Jenkins, 2016 ; Stegmueller, 2013). L'estimation de tels types de modèle, réalisée selon des méthodes fréquentistes ou bayésiennes, conduit néanmoins à des résultats similaires à ceux présentés dans cet article.

sur deux séries de modèles dont les variables dépendantes sont les deux scores synthétiques étudiés et dans lesquels sont introduits les variables indépendantes suivantes : la classe d'âge, le sexe, la durée des études, le statut d'emploi (en emploi ou non), l'année d'enquête. Concernant la variable pays, c'est l'Allemagne qui est choisie comme référence, en tant que pays de position intermédiaire et dont les résultats descriptifs apparaissent proches pour les jeunes adultes et les personnes d'au moins 65 ans (cf. figure III). Le premier couple de modèles ne contient aucun terme d'interaction. Le second vise à tester l'interaction entre l'effet de l'année d'enquête et celui de la classe d'âge. Le troisième couple de modèles met en évidence l'interaction entre la classe d'âge et le pays de résidence.

3.1. La crise et l'intervention de l'État : plus d'impact sur l'opinion des jeunes que chez leurs aînés

Le soutien à l'intervention de l'État (score de « rôle de l'État ») apparaît significativement plus élevé pour les jeunes adultes que pour les 65 ans ou plus, toutes choses égales par ailleurs (tableau 1). Au contraire, être un jeune adulte plutôt qu'un « senior » n'a pas d'effet significatif sur l'adhésion à une hausse des dépenses sociales. L'effet estimé d'être jeune adulte diverge donc de ce que suggéraient les résultats descriptifs, où les scores moyens des jeunes étaient en général inférieurs à ceux des 65 ans ou plus en 2016 et plus encore en 2006 (cf. figure II et III). Si, toutes choses égales par ailleurs, il est de la responsabilité de l'État d'intervenir dans davantage de domaines pour les jeunes plus que pour leurs aînés devenus inactifs, c'est probablement en raison de la plus grande diversité des risques sociaux auxquels sont confrontés les jeunes ou de la relativement plus faible protection publique dont ils bénéficient actuellement dans de nombreux pays (indemnisation du chômage, accès aux minima sociaux, etc.).

Comparés aux autres adultes d'âge actif, les jeunes adultes sont significativement moins favorables à la hausse des dépenses sociales, mais cette différence n'est pas significative concernant le rôle de l'État une fois le statut d'emploi pris en compte. Ce résultat souligne l'importance de la phase d'entrée sur le marché du travail pour les jeunes, la survenue des premières expériences de travail pouvant s'avérer déterminante dans l'évolution de la perception des inégalités et du

système de protection sociale chez les jeunes (Amadiou & Clément, 2016 ; Papuchon, 2018). Il est toutefois difficile d'interpréter de façon tranchée l'effet de la classe d'âge sur le score de souhaits d'évolution des dépenses.

La différence entre les effets d'âge apparents dans les statistiques descriptives (cf. la figure 1 qui faisait apparaître que les scores moyens des jeunes tendent à être inférieurs ou égaux à ceux des personnes âgées d'au moins 65 ans) et ceux des résultats de la modélisation pourrait s'expliquer par divers effets de composition : en particulier, les jeunes adultes ont un plus haut niveau d'études (dont l'effet est négatif), et les seniors sont plus souvent des femmes que des hommes (or être une femme est associé à des scores supérieurs).

Avoir un emploi et un niveau d'études élevé, marqueurs de positions sociales plus valorisées, sont quant à eux associés à des opinions plutôt moins favorables à l'extension de l'intervention publique en matière sociale, tant du point de vue de l'étendue des interventions que des dépenses souhaitables. Ces résultats tendent à valider l'hypothèse selon laquelle les personnes en situation plus favorable, qui bénéficient moins de l'intervention de l'État, soutiennent moins cette intervention [H2].

Enfin, les opinions sont plus favorables à l'intervention publique en 2016 qu'en 2006, notamment en ce qui concerne le principe de l'intervention, ce qui valide l'hypothèse selon laquelle la crise a conduit à une demande croissante d'intervention publique [H3]. L'introduction d'une interaction entre l'année d'enquête et la classe d'âge permet de vérifier que, pour le rôle de l'État, cet effet est plus important chez les jeunes adultes que chez les seniors (tableau 2). Il ne se réduit pas, par exemple, à la moindre probabilité d'être en emploi, contrôlée dans le modèle.

3.2. Un effet d'âge variable suivant le pays

Les différences entre pays de résidence ne semblent négligeables pour aucun des deux scores (tableau 1), confirmant l'idée selon laquelle l'opinion sur le rôle du gouvernement et le montant de ses dépenses sociales dépendent du contexte national. Cependant, les résultats des estimations ne correspondent que partiellement à l'hypothèse correspondante [H1]. Concernant le rôle de l'État, ils sont conformes aux attentes pour les pays libéraux (coefficients négatifs) ainsi que pour la Norvège et la Finlande (coefficients

Tableau 1 – Modèles de régression linéaire

	Modèle sans interaction	
	Rôle de l'État	Dépenses
Jeune adulte	0.48***	-0.02 (ns)
31-64 ans	0.40***	0.18***
65 ans ou plus	Réf.	Réf.
Homme	Réf.	Réf.
Femme	0.64***	0.33***
Nombre d'années d'études (variable numérique)	-0.13***	-0.05***
Pas en emploi	Réf.	Réf.
En emploi	-0.82***	-0.33***
2006	Réf.	Réf.
2016	0.23***	0.07***
Allemagne	Réf.	Réf.
République tchèque	-0.74***	-0.85***
Finlande	0.55***	-0.71***
France	0.40***	-1.44***
Hongrie	1.53***	0.85***
Nouvelle-Zélande	-1.65***	-0.83***
Norvège	1.89***	-0.73***
Slovénie	2.57***	0.12 (ns)
Espagne	2.82***	1.07***
Suède	-0.53***	-0.36***
Suisse	-1.51***	-0.92***
Grande-Bretagne	-0.88***	-0.56***
États-Unis	-1.92***	0.01 (ns)
Lettonie	1.05***	0.81***
R2 ajusté	0.17	0.13

Note : *** coefficient significatif au seuil de 0.001 ; ** coefficient significatif au seuil de 0.01 ; * coefficient significatif au seuil de 0.05 ; (ns) coefficient non significatif au seuil de 0.05.

Source et champ : ISSP 2006, 2016, personnes d'au moins 18 ans.

Tableau 2 – Interaction de l'effet de la classe d'âge et de l'année

	Interaction année*âge	
	Rôle de l'État	Dépenses
<i>Effet d'être en 2016 plutôt qu'en 2006...</i>		
pour les 65 ans ou plus	0.06 (ns)	0.01 (ns)
pour les jeunes adultes, par rapport à l'effet pour les 65 ans ou plus	0.47***	0.10 (ns)
pour les 31-64 ans, par rapport à l'effet pour les 65 ans ou plus	0.14 (ns)	0.07 (ns)
R2 ajusté	0.17	0.13

Notes : les variables de contrôle sont les mêmes que celles introduites dans les modèles du tableau 1 (résultats disponibles auprès de l'auteur). *** coefficient significatif au seuil de 0.001 ; ** coefficient significatif au seuil de 0.01 ; * coefficient significatif au seuil de 0.05 ; (ns) coefficient non significatif au seuil de 0.05.

Source et champ : ISSP 2006, 2016, personnes d'au moins 18 ans.

positifs) ou l'Allemagne et la France (position intermédiaire), mais pas pour la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (coefficients positifs sauf pour la République tchèque), pour

l'Espagne (coefficient positif) ou pour la Suède (coefficient négatif). Le modèle cherchant à expliquer l'opinion sur l'évolution à donner aux dépenses sociales conduit aussi à des conclusions

qui divergent par rapport aux résultats attendus (cf. tableau 1) : relativement à l'Allemagne, les opinions sont plus favorables en Espagne, et elles le sont moins dans les pays scandinaves et surtout en France.

Au-delà de ces variations moyennes des scores, l'effet de l'âge diffère lui aussi d'un pays à l'autre – surtout à propos du rôle de l'État – même à caractéristiques sociales identiques, comme l'indiquent les tests de l'effet d'interaction entre la classe d'âge et le pays (voir tableau 3). Par rapport à l'Allemagne, pays dans lequel les réponses moyennes des jeunes adultes et celles des 65 ans et plus sont très proches pour chaque vague d'enquête (y compris après contrôle des variables introduites dans le modèle)¹², cet effet d'interaction est significatif dans 9 pays sur 13 pour le rôle de l'État et dans 4 cas sur 13 pour les dépenses. Avoir 30 ans ou moins plutôt que 65 ans ou plus a un effet positif sur le score de rôle de l'État visiblement très prononcé dans les pays libéraux (hors Grande-Bretagne), et un effet négatif dans les pays scandinaves, en République tchèque et en Lettonie. Dans le cas du score de dépense souhaitée, si l'effet d'être jeune adulte plutôt qu'un senior n'est pas significatif au niveau de l'ensemble de l'échantillon (cf. tableau 1), l'effet d'interaction entre âge et pays se révèle néanmoins significatif du fait de la

Finlande, de la Suède et de la République tchèque d'une part (coefficient négatif) et des États-Unis d'autre part (coefficient positif) (tableau 3).

Ce faisceau de résultats tend ainsi à confirmer que l'écart d'opinions entre classes d'âge varie en fonction du contexte national, mais pas dans le sens suggéré par l'approche en termes de régime de protection sociale, selon laquelle les écarts devraient être faibles dans les régimes socio-démocrates et libéraux, et forts dans les autres. Ces estimations sont cohérentes avec les résultats descriptifs présentés dans la figure III.

L'effet lié au fait d'être jeune adulte varie donc en fonction du contexte national et il est plus élevé en 2016 qu'au seuil de la crise, du moins à propos de ce qui relève de la responsabilité de l'État. Toutes choses égales par ailleurs, les jeunes adultes ne sont pas moins favorables à l'intervention publique que les seniors. La détérioration des conditions d'entrée dans la vie adulte et son effet sur les trajectoires sociales escomptées semble ainsi avoir provoqué un élargissement du périmètre souhaité de

12. Voir les résultats descriptifs présentés dans le graphique 3 et les coefficients non significatifs au seuil de 0.05 exposés dans la première ligne du tableau 3.

Tableau 3 – Interaction entre l'effet de la classe d'âge et le pays de résidence

	Interaction pays*âge	
	Rôle de l'État	Dépenses
Effet d'être jeune adulte plutôt que d'avoir 65 ans ou plus en Allemagne	0.42	0.06
<i>Par rapport à l'Allemagne</i>		
République Tchèque	-1.30***	-0.45*
Finlande	-0.70*	-0.65**
France	-0.32	-0.08
Hongrie	0.22	-0.27
Nouvelle-Zélande	0.79*	-0.33
Norvège	-0.93**	-0.31
Slovénie	-0.60	0.03
Espagne	0.82**	0.26
Suède	-0.73*	-0.43*
Suisse	1.57***	0.37
Grande-Bretagne	0.34	0.16
États-Unis	2.19***	0.57**
Lettonie	-1.00**	-0.35
R2 ajusté	0.17	0.14

Notes : les variables de contrôle sont les mêmes que celles introduites dans les modèles du tableau 1 (résultats disponibles auprès de l'auteur). *** coefficient significatif au seuil de 0.001 ; ** coefficient significatif au seuil de 0.01 ; * coefficient significatif au seuil de 0.05 ; (ns) coefficient non significatif au seuil de 0.05.

Source et champ : ISSP 2006, 2016, personnes d'au moins 18 ans.

l'intervention publique dans le domaine des politiques sociales.

Cependant, les variations analysées proviennent-elles des mêmes domaines de politique sociale dans tous les pays ? Sur quoi repose cette répartition inattendue des écarts au niveau international entre les opinions émises par les jeunes et leurs aînés ? Comment comprendre la contre-tendance décrite pour les pays scandinaves et qu'en est-il du clivage intergénérationnel tant rebattu à propos des pays conservateurs au sens d'Esping-Andersen ? C'est à ces questions qu'est consacrée la dernière partie de l'article.

4. Régimes d'État-providence et évolution des opinions des jeunes adultes

Pour rester dans le cadre de l'article, on se concentre ici sur la situation des pays libéraux, des pays scandinaves et de trois pays conservateurs et méditerranéens qui ont fait l'objet de la plupart des travaux récents sur les jeunes adultes : l'Allemagne, l'Espagne et la France.

4.1. Une poussée de la demande de réduction des inégalités économiques dans les pays libéraux

En 2016, les jeunes sont plus favorables que les seniors au développement du rôle de l'État dans

les pays libéraux (voir annexe 4)¹³. Cet écart s'est nettement accru en dix ans aux États-Unis et en Suisse. En 2006, c'étaient même les plus âgés qui présentaient les moyennes les plus élevées en Nouvelle-Zélande et en Grande-Bretagne.

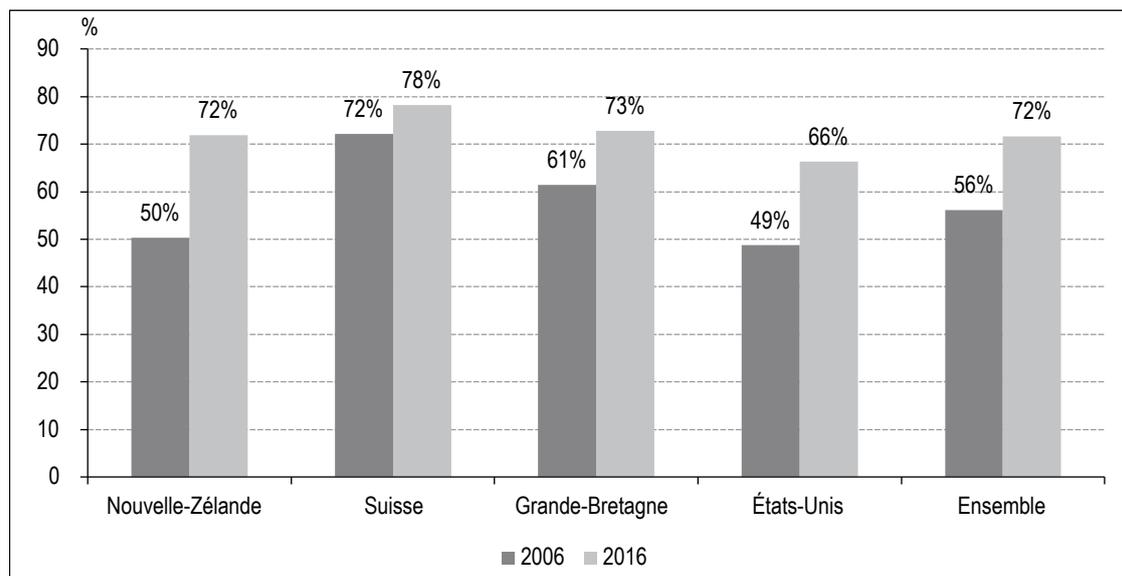
Cette demande croissante d'intervention publique chez les jeunes repose sur une forte hausse de l'aspiration à la réduction des inégalités, qui contribue pour moitié à la hausse du score global. En 2006, 56 % d'entre eux considéraient que l'État devait intervenir pour réduire les différences entre les riches et les pauvres contre 72 % en 2016 (figure IV), 23 % étant « absolument » de cet avis en 2006 contre 31 % dix ans plus tard.

Cette évolution provient principalement des jeunes dont la durée des études est supérieure à la médiane : la part des enquêtés « absolument d'accord » y augmente de 11 points, tandis que l'ensemble de ceux qui y sont favorables progresse de 22 points¹⁴. La hausse est très notable parmi les jeunes qui ne sont pas en emploi au moment de l'enquête (+21 points), même si elle est également nette chez ceux qui occupent un emploi (+13 points).

13. En revanche, les opinions concernant le niveau des dépenses ont eu tendance à converger.

14. Les écarts chez ceux qui ont fait des études plus courtes, respectivement de 5 points et 7 points, ne sont pas significatifs.

Figure IV – Réduire les différences entre les riches et les pauvres : une responsabilité de l'État selon les jeunes adultes



Source et champ : ISSP 2006, 2016 ; 18-30 ans aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande et en Suisse.

L'autre forte hausse concerne la nécessité d'assurer un niveau de vie minimum aux chômeurs. Elle contribue à hauteur d'un tiers à l'augmentation du score moyen de rôle de l'État des jeunes, tandis qu'aucun changement n'est observé à ce sujet parmi les personnes de 65 ans ou plus. Chez les jeunes adultes, les avis favorables à ce type d'intervention passent de 53 % à 65 % entre 2006 et 2016, une progression similaire qu'ils aient ou non un emploi, ou qu'ils aient fait des études plutôt longues ou non. En revanche, les écarts entre jeunes à propos de la nécessité que le gouvernement assure un emploi à tous se sont accrus sur la période. Cette idée est désormais soutenue par deux tiers de ceux qui ont accompli les études les moins longues (+9 points), contre la moitié de ceux dont la durée d'études est supérieure à la médiane (stable)¹⁵.

Dans le contexte des régimes libéraux, où les trajectoires de chaque génération semblent plus proches qu'ailleurs, avec toutefois des inégalités fortes entre personnes du même âge et aussi entre classes d'âge (Chauvel & Schröder, 2014 ; Hausermann & Schwander, 2013), la crise se manifeste donc par des effets importants sur l'opinion des jeunes adultes. La dégradation de leur situation (baisse du taux d'emploi, augmentation de l'endettement étudiant), l'expansion de la précarité et le développement des inégalités intragénérationnelles se traduit chez les jeunes par un basculement des attitudes en faveur de la réduction des inégalités, mais aussi – surtout parmi les moins diplômés – en faveur de l'emploi public et du soutien aux chômeurs. La hausse considérable de l'adhésion à l'objectif de réduction des inégalités chez ceux qui ont accompli des études longues pourrait signaler un désajustement particulièrement marqué entre les espoirs fondés sur leur cursus – et les investissements personnels et familiaux induits – et les conditions rencontrées en début de vie active. Les réponses des moins diplômés soulignent aussi les difficultés que rencontrent ces derniers sur le marché du travail.

4.2. Un recul du rôle attendu de l'État en Finlande et Norvège, mais pas en Suède

La situation des pays scandinaves apparaît bien différente de celle des pays libéraux, pas tant en raison du niveau des scores – ceux des jeunes scandinaves et anglo-saxons ne sont pas si éloignés – que de leurs dynamiques respectives, avec des évolutions moins homogènes dans les pays scandinaves et sans progression du score du rôle de l'État (figure V). En Finlande et en Norvège, c'est le score de « dépenses sociales »

des seniors qui recule le plus entre 2006 et 2016. Sa baisse est néanmoins également statistiquement significative chez les jeunes (-0.3 point), les deux tiers provenant de l'opinion sur les dépenses d'indemnisation du chômage. En 2016, ils sont plus souvent favorables à leur diminution qu'en 2006 (37 % contre 26 %), surtout ceux qui occupent d'un emploi.

Remarquons que, sur la base des données du module « Sens du travail » de l'ISSP 2015, les jeunes des pays scandinaves, moins exposés au risque de chômage que les jeunes dans d'autres pays, le sont davantage au risque de devoir cumuler deux emplois : 3 jeunes sur 10 ont été dans ce cas au moins une fois au cours des douze mois précédant l'enquête, soit le double de la proportion observée pour les 31-60 ans (figure VI), un niveau et des écarts du même ordre que ceux observés pour les pays libéraux ou la République tchèque. On ne peut ainsi interpréter l'évolution des opinions sur les dépenses pour la prise en charge du chômage comme une moindre inquiétude des jeunes générations sur leur situation. Au contraire, la perception des jeunes des pays scandinaves sur leur position dans l'échelle sociale se dégrade¹⁶ : la part des jeunes qui se situent dans la moitié inférieure de l'échelle sociale passe de 37 % à 47 % entre 2006 et 2016, tandis que la part de ceux qui se positionnent dans le tiers supérieur recule de 17 % à 10 %.

La Suède se démarque néanmoins de la Finlande et de la Norvège par une progression des opinions en faveur de l'augmentation des dépenses sociales. Du point de vue des politiques publiques en direction des jeunes adultes, les travaux de Thévenon (2015) distinguaient plutôt deux sous-ensembles constitués par la Finlande et le Danemark d'une part, la Suède et la Norvège d'autre part. Mais la divergence sur le plan des opinions rejoint un certain nombre de spécificités du profil de la Suède : c'est le seul de ces quatre pays dont les dépenses sociales en part du PIB n'ont pas nettement augmenté au cours de la crise¹⁷, malgré la hausse du chômage des jeunes ; c'est aussi le pays où, en 2015, l'indicateur de stress au travail de l'OCDE¹⁸ était le plus élevé

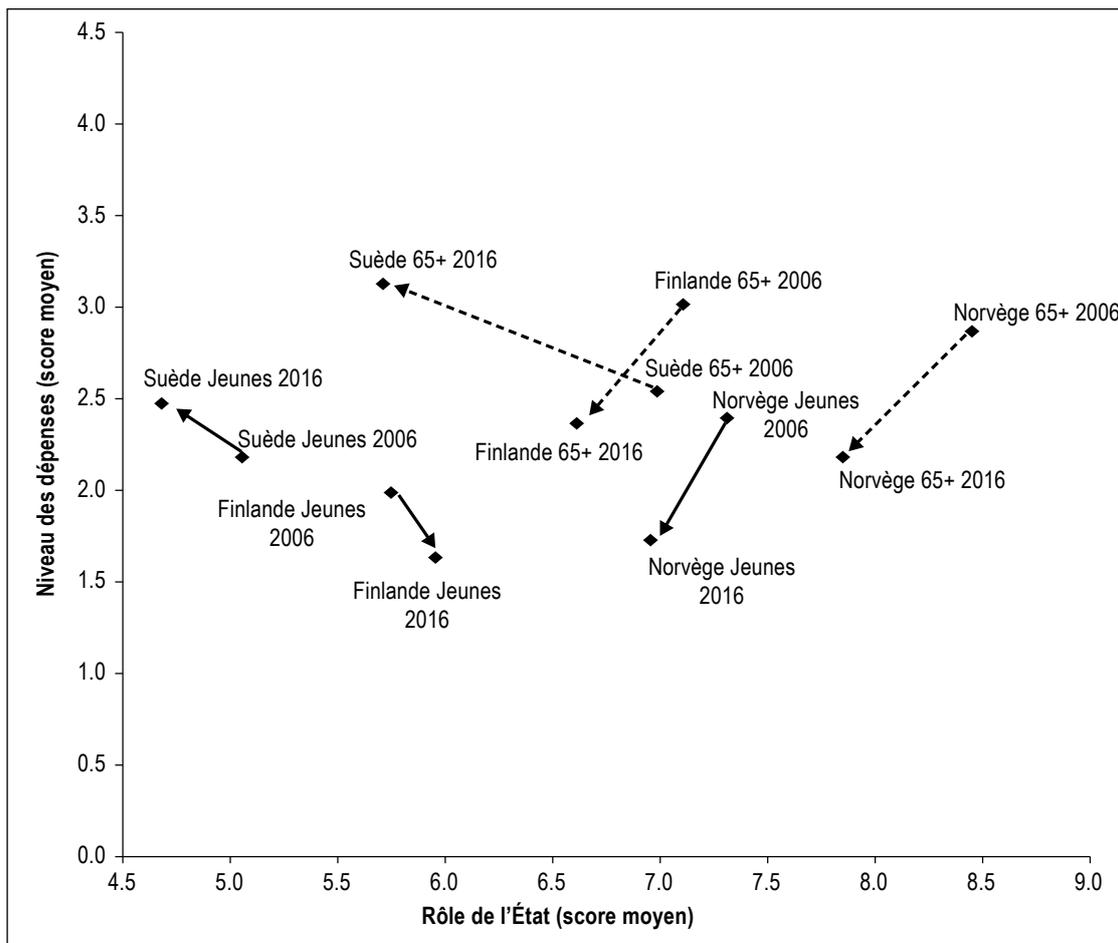
15. Les premiers sont deux fois plus nombreux que les seconds à adhérer fortement à cet objectif (25 % contre 13 %).

16. Échelle graduée de 1 à 10 : « Dans notre société, il y a des groupes qui sont plutôt au sommet de la société et d'autres qui sont plutôt en bas. Voici une échelle qui va du sommet au bas. Où vous classeriez-vous sur cette échelle ? »

17. Base de données sur les dépenses sociales de l'OCDE (SOCX).

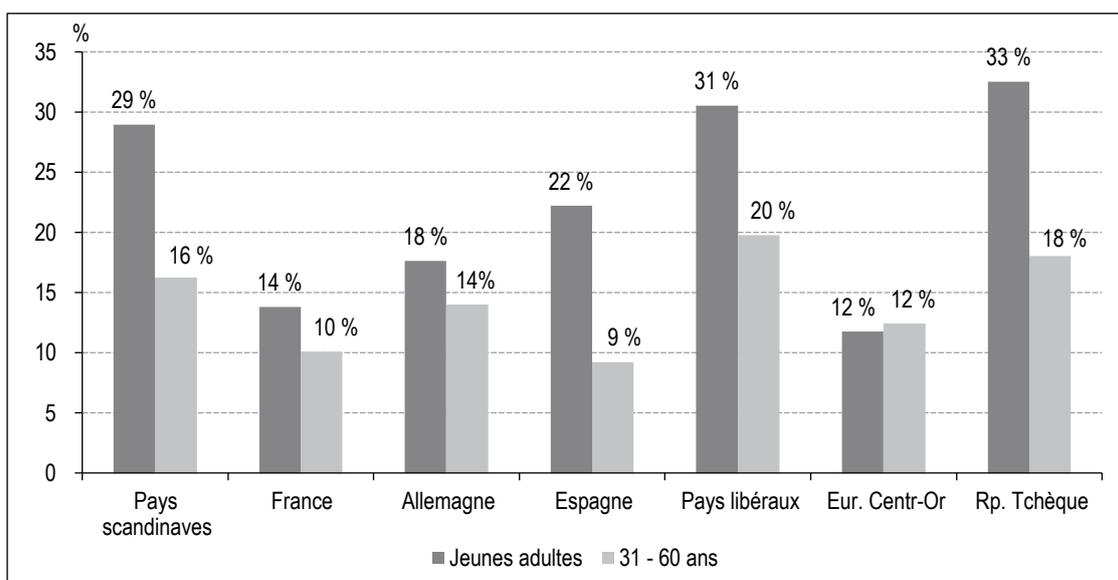
18. Un emploi est considéré comme facteur de stress quand le travailleur fait face à des demandes qui dépassent les ressources à sa disposition (OCDE, 2013, chapitre V).

Figure V – Espace des scores dans les pays scandinaves



Source et champ : ISSP 2006, 2016 ; 18-30 ans et 65 ans et plus.

Figure VI – Part des personnes qui ont eu un deuxième emploi au cours des douze derniers mois



Source et champ : ISSP 2015 ; 18-30 ans et 31-60 ans.

parmi les 15-29 ans dans l'ensemble des pays étudiés (après l'Espagne). Thévenon souligne aussi que la Suède est le pays scandinave où le taux de jeunes sans emploi ayant quitté le système éducatif sans bénéficier d'aucune aide publique est le plus élevé (Thévenon, 2015).

Les opinions des jeunes pourraient également être affectées par la hausse des inégalités et de la pauvreté, plus forte au cours des vingt dernières années en Suède qu'en Finlande ou en Norvège. Entre 1995 et 2016, le coefficient de Gini a augmenté d'un tiers en Suède, tandis que le taux de pauvreté (au seuil de 50 %) des personnes de 65 ans ou plus triplait (OCDE, 2019, pp. 187-189). L'érosion de la position sociale subjective des jeunes scandinaves observée entre 2006 et 2016 fait écho à la « démoynisation » de la société qui semble s'opérer dans les pays du régime social-démocrate depuis le milieu des années 1990.

4.3. Pays conservateurs et méditerranéens : un clivage intergénérationnel qui s'estompe

D'opinions relativement proches concernant le rôle de l'État, les Allemands et les Français se distinguent à propos de l'évolution souhaitable des dépenses sociales (cf. figure III), les premiers étant nettement plus favorables à leur augmentation. Ces deux pays ont néanmoins en commun une hausse nette du soutien des jeunes adultes à l'intervention publique, tant du point de vue du rôle de l'État que de ses dépenses. Elle repose principalement sur l'évolution des opinions à l'égard des domaines dont ils bénéficient, à première vue, le moins directement : les politiques de retraite et de santé, avec des hausses de 10 à 20 points pour les modalités « Absolument » (tableaux 4 et 5). La question des dépenses de santé en Allemagne mise à part, les réponses des personnes de 65 ans ou plus se révèlent relativement stables d'une vague d'enquête à l'autre, et l'opinion des jeunes a eu tendance à rejoindre celle de leurs aînés entre 2006 et 2016.

Tableau 4 – Opinion sur les politiques de santé et en direction des personnes âgées en France

(En %)

	30 ans ou moins		65 ans ou plus	
	2006	2016	2006	2016
C'est de la responsabilité de l'État...				
<i>D'assurer un niveau de vie décent aux personnes âgées</i>				
Absolument	36	55	65	63
Oui	54	40	32	34
Non	8	6	3	3
Absolument pas	2	0	3	2
<i>D'assurer les soins aux malades</i>				
Absolument	48	60	60	60
Oui	42	37	32	34
Non	7	2	7	5
Absolument pas	4	1	2	1
L'État devrait dépenser plus ou moins...				
<i>Pour les retraites</i>				
Dépenser beaucoup plus	9	15	19	21
Dépenser plus	32	43	36	32
Maintenir les dépenses actuelles	48	36	42	42
Dépenser moins	9	5	2	4
Dépenser beaucoup moins	3	2	1	1
<i>Pour la santé</i>				
Dépenser beaucoup plus	11	16	25	21
Dépenser plus	35	45	38	37
Maintenir les dépenses actuelles	45	34	32	34
Dépenser moins	6	5	5	8
Dépenser beaucoup moins	3	0	0	1

Source et champ : ISSP 2006, 2016, personnes de 18-30 ans et 65 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Tableau 5 – Opinion sur les politiques de santé et en direction des personnes âgées en Allemagne

(En %)

	30 ans ou moins		65 ans ou plus	
	2006	2016	2006	2016
C'est de la responsabilité de l'État...				
<i>D'assurer un niveau de vie décent aux personnes âgées</i>				
Absolument	40	52	52	57
Oui	53	43	43	38
Non	6	5	4	5
Absolument pas	1	0	1	0
<i>D'assurer les soins aux malades</i>				
Absolument	47	61	59	59
Oui	50	38	37	37
Non	3	1	3	3
Absolument pas	0	0	1	1
L'État devrait dépenser plus ou moins...				
<i>Pour les retraites</i>				
Dépenser beaucoup plus	18	28	21	25
Dépenser plus	33	46	40	40
Maintenir les dépenses actuelles	40	23	37	34
Dépenser moins	8	3	2	1
Dépenser beaucoup moins	2	0	0	0
<i>Pour la santé</i>				
Dépenser beaucoup plus	20	26	21	32
Dépenser plus	48	46	46	45
Maintenir les dépenses actuelles	24	27	28	22
Dépenser moins	8	1	4	1
Dépenser beaucoup moins	1	0	0	0

Source et champ : ISSP 2006, 2016, personnes de 18-30 ans et 65 ans ou plus résidant en Allemagne.

L'idée selon laquelle il existerait un clivage entre les jeunes adultes et les plus âgés concernant les politiques de protection sociale dans des pays bismarckiens ou « conservateurs » paraît donc de moins en moins valide empiriquement. Il est possible que ce rapprochement entre classes d'âge provienne d'une modification générale de la façon dont les jeunes jugent le niveau de vie ou la situation sociale des retraités. En France, par exemple, la part des jeunes adultes qui estiment que le niveau de vie moyen des retraités est moins bon que celui de l'ensemble de la population est passée de 33 % en 2006 à 63 % en 2016 tandis que cette appréciation progressait à un rythme bien moindre – de 40 % à 47 % – chez les 65 ans ou plus¹⁹.

Les jeunes français se différencient aujourd'hui des jeunes allemands aussi par la position qu'ils occupent sur le marché du travail. Les vagues 2005 et 2015 de l'ISSP montrent qu'en France l'inquiétude à l'idée de perdre son emploi et

l'opinion selon laquelle il serait difficile d'en retrouver un de niveau équivalent ont nettement augmenté en dix ans avec la dégradation de la situation des jeunes sur le marché du travail. Au contraire, en Allemagne, la difficulté à trouver un travail a notablement diminué, que l'on se fie à ces indicateurs subjectifs ou au taux de chômage des jeunes. Le taux de pauvreté des jeunes a cependant fortement augmenté en Allemagne depuis 2010 et atteint aujourd'hui des niveaux nettement supérieurs aux taux observés en France. Il semble également que la part des jeunes travaillant plus de 40 heures et de ceux travaillant moins de 20 heures ait augmenté en Allemagne entre 2005 et 2015 (ISSP). La faiblesse des tailles d'échantillons rend toutefois très difficile d'étudier la façon dont ces inégalités se répercutent sur les opinions des jeunes adultes.

19. Baromètre d'opinion de la DREES, 2006-2016.

L'Espagne – où les politiques sociales sont peu orientées vers les jeunes – se démarque par des scores élevés et par la proximité des résultats des jeunes adultes et des personnes d'au moins 65 ans. Quoique le choc économique et social causé par la crise y ait été particulièrement sévère, les indicateurs utilisés ne permettent pas d'en saisir un impact sur l'opinion à propos des politiques de protection sociale. Les vagues de 2005 et 2015 (« Sens du travail ») apparaissent plus pertinentes de ce point de vue : la part des jeunes en emploi qui jugent qu'il serait difficile pour eux de retrouver un emploi comparable au leur est passée de 28 % en 2005 – niveau le plus bas des pays étudiés – à 60 % en 2015 – niveau le plus élevé – tandis que la part des jeunes qui se pensent dans le tiers inférieur de l'échelle sociale est passée de 3 % à 13 %.

* *
*

Cet article étudie pour la première fois l'opinion des jeunes adultes sur les politiques sociales – le rôle de l'État et le niveau de ses dépenses – en Europe et dans les pays libéraux ainsi que les écarts d'opinion entre ceux-ci et leurs aînés, et leur évolution dans une période marquée par la crise de 2008.

L'analyse des données de l'ISSP révèle que les années de crise se sont traduites par une progression du soutien des jeunes adultes à l'intervention publique en matière de protection sociale ainsi qu'une tendance au rapprochement de leurs opinions d'un pays à l'autre, pays scandinaves mis à part. Cette hausse est interprétée comme un effet de la dégradation des conditions d'entrée des jeunes dans la vie adulte et de leurs perspectives, qui se produit selon des modalités différentes selon les contextes nationaux. En touchant au premier chef ceux dont l'entrée sur le marché du travail est la plus récente ou qui se préparent à y entrer, la crise s'est traduite par une hausse du soutien à l'intervention publique plus prononcée chez les jeunes adultes que chez les autres adultes d'âge actif ou que chez leurs aînés.

Ni l'hypothèse des publics parallèles ni les déductions tirées d'une lecture des typologies classiques de régimes de protection sociale selon le prisme générationnel ne sont validées par les résultats présentés. De fortes divergences sont observées dans des pays habituellement considérés comme proches : entre la France et l'Allemagne, entre la

République tchèque et les autres pays d'Europe centrale et orientale, ou encore entre la Suède et la Finlande ou la Norvège. Dans les pays dits « libéraux », les jeunes tendent à être nettement plus favorables à l'extension du rôle de l'État que les personnes âgées de 65 ans ou plus, surtout après la crise de 2008.

D'un point de vue dynamique, les écarts entre les jeunes et leurs aînés s'accroissent dans les pays libéraux et se réduisent dans les pays conservateurs, tandis que le souhait d'une protection sociale accrue reste élevé dans les pays où elle était relativement moins développée (Espagne, Europe centrale et orientale). On observe en revanche un phénomène d'évolution parallèle des opinions des jeunes adultes et des seniors en Suède et en Norvège, qui s'inscrit dans une tendance antérieure plutôt moins favorable qu'ailleurs au développement de l'intervention publique.

Quelques limites découlant des contraintes imposées par les données sont toutefois à souligner. La faible taille des échantillons empêche de distinguer étudiants, salariés, étudiants salariés et, globalement, la position de classe des jeunes, réduisant les possibilités d'appréhender les trajectoires dans lesquelles ils sont susceptibles de s'inscrire. L'impossibilité de tenir compte de la co-résidence des jeunes adultes qui vivent toujours chez leurs parents est aussi un inconvénient notable, car cette forme de transfert familial varie fortement d'un pays à l'autre ; l'impact des rapports rapprochés avec les parents induits par ces situations sur les opinions politiques et sociales des jeunes reste, à notre connaissance, peu étudié. Enfin, les variables de contrôle disponibles restent trop frustes pour pouvoir approcher avec une précision satisfaisante la situation économique des jeunes adultes. Les ressources dont ils disposent sont particulièrement difficiles à appréhender comme le soulignent régulièrement les travaux sur cette population.

Ces résultats suggèrent diverses pistes de recherche future, par exemple sur la jeunesse des pays libéraux ou sur la perte d'efficacité de la « rhétorique des générations » (Hummel & Hugentobler, 2007) dans les pays conservateurs. Des travaux complémentaires pourraient aussi s'attacher à tenir compte plus précisément des décisions politiques prises à la suite de cette crise, afin de distinguer l'effet des réformes adoptées des autres manifestations de la dégradation des conditions d'accès des jeunes à l'âge adulte. Les résultats présentés invitent également, en creux, à se pencher sur l'étude des différenciations de classe dans les voies d'accès à l'âge adulte et leur

traduction subjective : une nouvelle diversité mais peut-être aussi de nouveaux rapprochements entre jeunes des différents pays pourraient ainsi être mis au jour, qui échappent à une sociologie qui tend

trop souvent à considérer la jeunesse comme un tout homogène essentiellement construit par l'interaction des politiques publiques et des modèles nationaux de transferts intrafamiliaux. □

BIBLIOGRAPHIE

Amadiou, T. & Clément, C. (2016). Passage à l'âge adulte et sentiments d'injustice. *Agora débats/jeunesses*, 74(3), 7–24. <https://doi.org/10.3917/agora.074.0007>

Arts, W. & Gelissen, J. (2001). Welfare States, solidarity and justice principles: does the type really matter. *Acta Sociologica*, 44(4), 283–299. <https://doi.org/10.1177%2F000169930104400401>

Arts, W. & Gelissen, J. (2002). Three worlds of welfare capitalism or more. A state-of-the-art report. *Journal of European Social Policy*, 12(2), 137–158. <https://doi.org/10.1177%2F0952872002012002114>

Bréchon, P. (2002). Les grandes enquêtes internationales (eurobaromètres, valeurs, ISSP) : apports et limites. *L'année sociologique*, 52(1), 105–130. DOI 10.3917/anso.021.0105.

Browne, W.J. & Draper, D. (2006). A comparison of Bayesian and likelihood-based methods for fitting multilevel models. *Bayesian Analysis*, 1, 473–514. <https://doi.org/10.1214/06-BA117>

Bryan, M.L. & Jenkin, S.P. (2016). Multilevel Modelling of Country Effects: A Cautionary Tale. *European Sociological Review*, 32(1), 3–22. <https://doi.org/10.1093/esr/jcv059>

Cerami, A. & Vanhuyse, P. (2009). Introduction: Social Policy Pathways, Twenty Years after the Fall of the Berlin Wall. In: A. Cerami & P. Vanhuyse (Eds.), *Post-Communist Welfare Pathways: Theorizing Social Policy Transformations in Central and Eastern Europe*, pp. 1–14. Chippenham and Eastbourne: Palgrave Macmillan.

Chauvel, L. (1998). *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au 20^e siècle*. Paris: PUF.

Chauvel, L. & Schröder, M. (2014). Generational Inequalities and Welfare Regimes. *Social Forces*, 92(4), 1259–1283. <https://doi.org/10.1093/sf/sot156>

Chenu, A. & Herpin, N. (2006). Le libéralisme économique gagne les pays Nordiques, la France résiste. In: Lagrange, H. (Ed.), *L'épreuve des inégalités*, pp. 41–66. Paris: PUF.

Chevalier, T. (2018a). *La jeunesse dans tous ses États*. Paris: PUF.

Chevalier, T. (2018b). Young people, between policies and politics. *French politics*, 17(1), 92–109. <https://link.springer.com/article/10.1057/s41253-018-0076-7>

Esping-Andersen, G. (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton: Princeton University Press.

Faaß, T., Harkness, J., Heller, M. & Scholz, E. (2008). *ISSP Study monitoring 2006*. GESIS, *GESIS-Methodenberichte* N° 11.

Ferrera, M. (1996). The “Southern Model” of Welfare in Social Europe. *Journal of European Social Policy*, 6(1), 17–37. <https://doi.org/10.1177/095892879600600102>

Garritzmann, J., Busemeyer, M. & Neimanns, E. (2018). Public demand for social investment: New supporting coalitions for welfare state reform in Western Europe? *Journal of European Public Policy*, 25(6), 844–861. <https://doi.org/10.1080/13501763.2017.1401107>

Gaviria, S. (2005). De la juventud hacia la edad adulta en Francia y España. *Revista de estudios de juventud*, 71, 31–41. https://www.researchgate.net/publication/28110311_De_la_juventud_hacia_la_edad_adulta_en_Francia_y_en_Espana_Sandra_Gaviria

- Gonthier, F. (2015).** La montée et les bases sociales de l'interventionnisme dans l'Union européenne. *Revue française de sociologie*, 56(1), 7–46. <https://doi.org/10.3917/rfs.561.0007>
- Grislain-Letrémy, C. & Papuchon, A. (2017).** La diminution du soutien aux transferts universels en France : les conceptions du système de protection sociale ébranlées par la crise de 2008. *Revue française des affaires sociales*, 1, 205–229. <https://doi.org/10.3917/rfas.171.0205>
- Hummel, C. & Hugentobler, V. (2007).** La construction sociale du « problème » intergénérationnel. *Gérontologie et société*, 123(4), pp. 71–84. <https://doi.org/10.3917/g.s.123.0071>
- Irwin, S. (1996).** Age Related Distributive Justice and Claims on Resources. *The British Journal of Sociology*, 47(1), 68–92. <https://doi.org/10.2307/591117>
- Joye, D. & Sapin, M. (2018).** International Social Survey Programme ISSP 2016 – Role of Government V: Study Monitoring Report. GESIS.
- Katrougalos, G.S. (1996).** The South European Welfare Model: The Greek Welfare State in Search of an Identity. *Journal of European Social Policy*, 6(1), 39–60. <https://doi.org/10.1177/095892879600600103>
- McLaughlin, E. & Glendinning, C. (1996).** Paying for Care in Europe: Is There a Feminist Approach. In: Hantrais, L. & Mangen, S.P. (Eds), *Family Policy and the Welfare of Women*, pp. 52–69. Loughborough: University of Loughborough.
- OCDE (2013).** *How's life 2013: Measuring Well-being*. OECD Publishing. <http://www.oecd.org/sdd/3013071e.pdf>
- OCDE (2016).** *Society at a Glance 2016: OECD Social Indicators*. Paris: OCDE. https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/society-at-a-glance-2016_9789264261488-en
- OCDE (2019).** *Pensions at a Glance 2019 : OECD and G20 Indicators*. Paris: OCDE. <https://doi.org/10.1787/b6d3dcfc-en>
- Oreopoulos, P., von Wachter, T. & Heisz, A. (2012).** The Short- and Long-Term Career Effects of Graduating in a Recession. *American Economic Journal: Applied Economics*, 4(1), 1–29. <https://doi.org/10.1257/app.4.1.1>
- Page, B. & Shapiro, B. (1992).** *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*. Chicago: University of Chicago Press.
- Papuchon, A. (2014).** Les transferts familiaux vers les jeunes adultes en temps de crise : le charme discret de l'injustice distributive. *Revue française des affaires sociales*, 1, 120–143. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/app.4.1.1>
- Papuchon, A. (2018a).** Les jeunes adultes : des points de vue hétérogènes sur le système de protection sociale. *Informations sociales*, 196-197(1), 144–154. <https://doi.org/10.3917/inso.196.0144>
- Papuchon, A. (2018b).** Un recul du sentiment que la protection sociale représente une charge excessive. In: Gonzalez, L., Roussel, R., Héam, J. C., Mikou, M. & Ferretti, C. (Eds.). *La protection sociale en France et en Europe en 2016 - Résultats des comptes de la protection sociale*, pp. 134–140, Paris: DREES.
- Pierson, P. (2002).** Coping with permanent austerity: Welfare State restructuring in affluent democracies. *Revue française de sociologie*, 43(2), 369–406. <https://doi.org/10.2307/3322510>
- Reeskens, T. & van Oorschot, W. (2012).** Those who are in the gutter look at the stars? Explaining perceptions of labour market opportunities among European young adults. *Work, employment and society*, 26(3), 379–395. <https://doi.org/10.1177/0950017012438575>
- Stegmueller, D. (2013).** How Many Countries for Multilevel Modeling? A Comparison of Frequentist and Bayesian Approaches. *American Journal of Political Science*, 57, 748–761. <https://www.jstor.org/stable/23496651>
- Svallfors, S. (1997).** Worlds of Welfare and Attitudes to Redistribution: A Comparison of Eight Western Nations. *European Sociological Review*, 13(3), 283–304. <https://www.jstor.org/stable/522616>
- Thévenon, O. (2015).** Politiques d'aide pour les jeunes en Europe et dans les pays de l'OCDE. INED, Working paper. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.2207.3841>

Vanhuysse, P. (2006). Czech Excepcionalism? A Comparative Political Economy Interpretation of Post-Communist Policy Pathways, 1989-2004. *Czech Sociological Review*, 42(6), 1115–1136.
<https://ssrn.com/abstract=1019038>

Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte : sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris: PUF.

Van de Velde, C. (2015). Les voies de l'autonomie : les jeunes face à la crise en Europe. *Regards*, 2(48), 81–93.
<https://doi.org/10.3917/regar.048.0081>

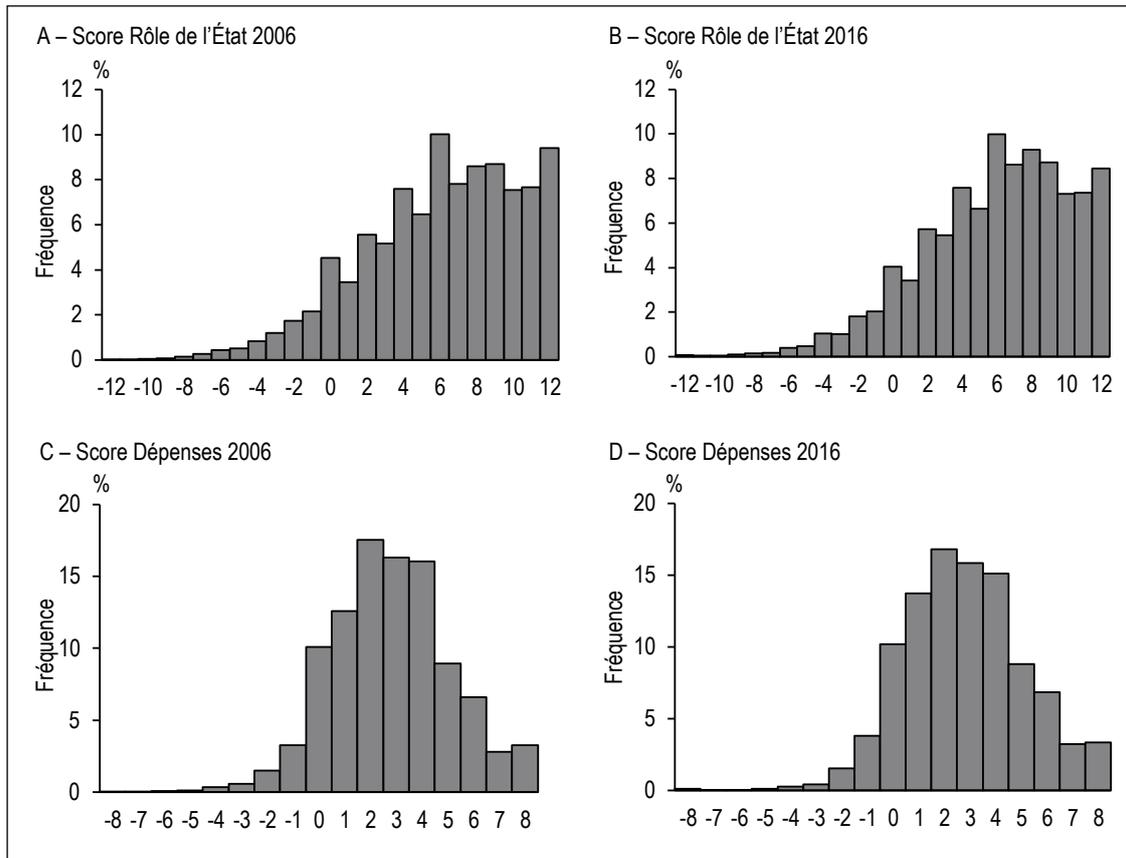
OBSERVATIONS PAR ANNÉE ET PAYS

	18 - 30 ans		65 ans ou plus	
	2006	2016	2006	2016
Finlande	280	255	169	247
Norvège	230	213	214	270
<i>Total Finlande - Norvège</i>	510	468	383	517
Suède	204	141	215	365
États-Unis	263	267	235	310
Grande-Bretagne	171	194	196	480
Nouvelle-Zélande	193	257	281	363
Suisse	137	187	245	225
<i>Total régimes libéraux</i>	764	905	957	1378
Hongrie	196	122	231	182
Lettonie	279	212	170	165
Slovénie	244	186	190	265
<i>Total Europe centrale et orientale</i>	719	520	591	612
République tchèque	214	209	258	305
Allemagne	267	259	385	425
France	201	137	477	513
Espagne	526	282	507	419
Total	3 405	2 921	3 773	4 534

Source : ISSP 2006, 2016.

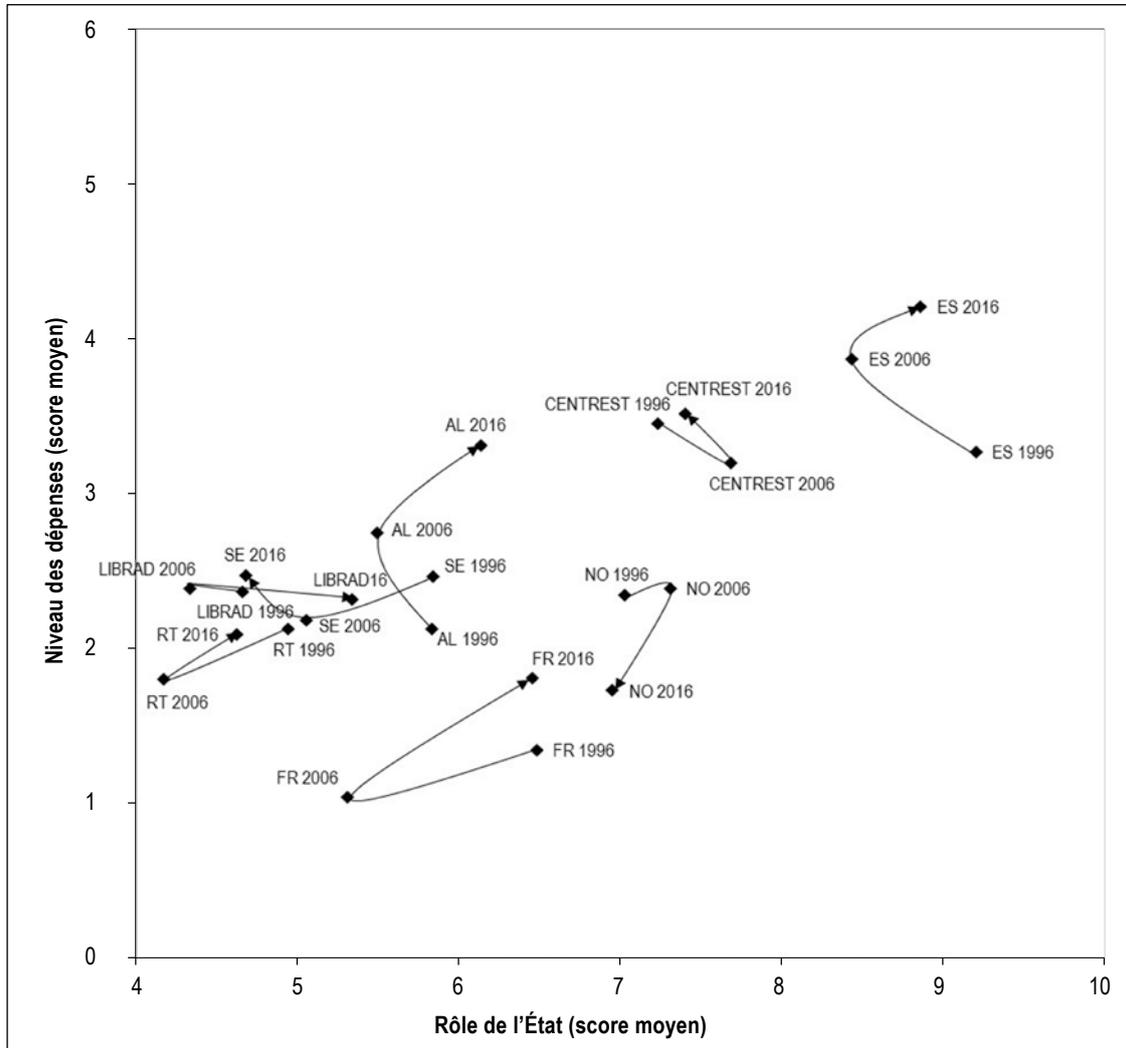
ANNEXE 2

DISTRIBUTION DES SCORES SYNTHÉTIQUES, PAR VAGUE D'ENQUÊTE



Source et champ : ISSP 2006, 2016 ; 18 ans et plus.

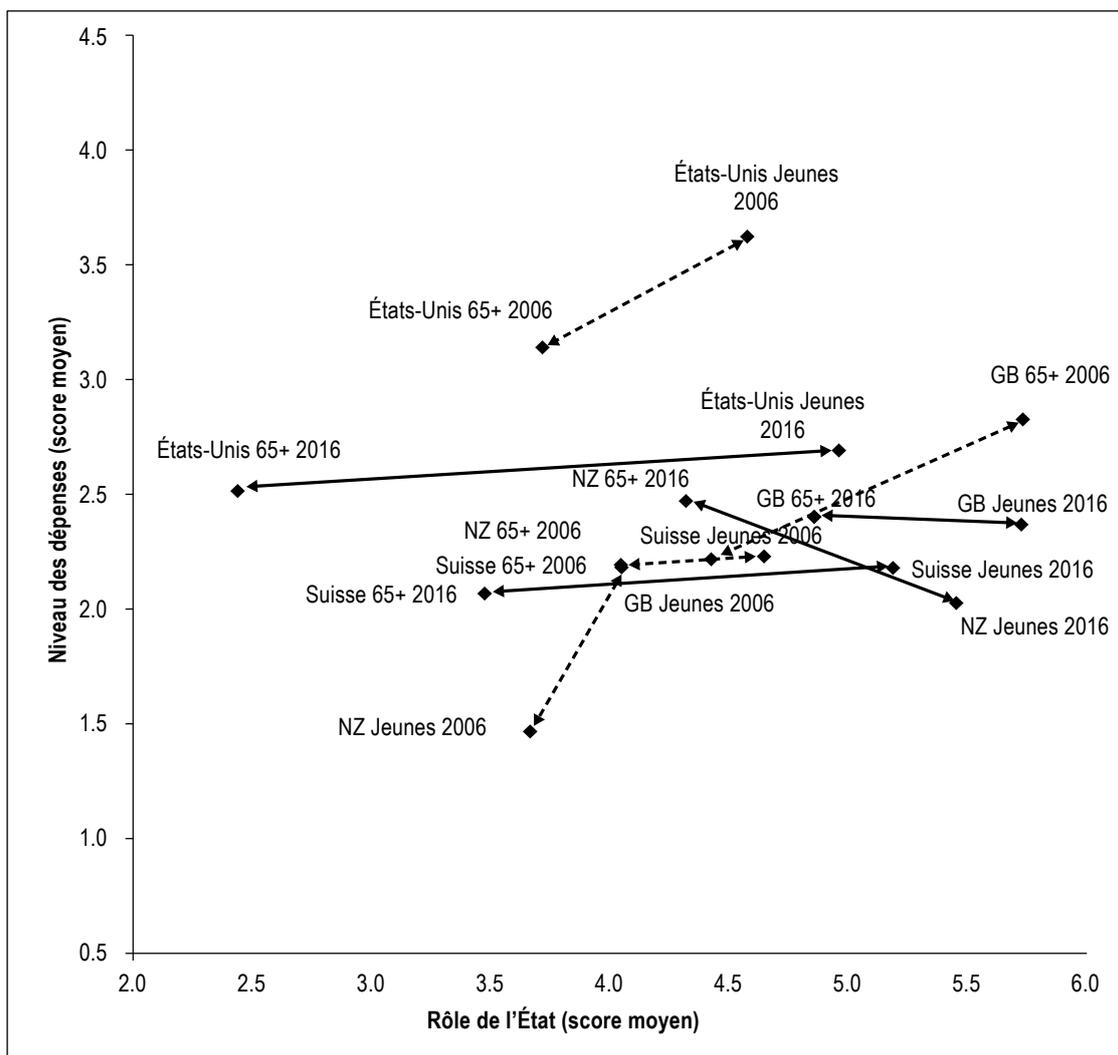
**ÉVOLUTION DE L'APPRÉCIATION DES JEUNES SUR LE RÔLE DE L'ÉTAT ET DES DÉPENSES SOCIALES
ENTRE 1996 ET 2016**



Note : LIBRAD : États-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Suisse. CENTREST : Hongrie, Lettonie, Slovénie. NO : Norvège. AL : Allemagne ; ES : Espagne ; FR : France ; SE : Suède ; RT : République tchèque.
Source et champ : ISSP 1996, 2006 et 2016 ; 18 - 30 ans.

ANNEXE 4

ESPACE DES SCORES : PAYS À PROTECTION SOCIALE RÉSIDUELLE



Source et champ : ISSP 2006, 2016 ; 18-30 ans et 65 ans et plus aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande et en Suisse.

